

Les médias en campagne

2^{ème} Table ronde :

La campagne vue d'ici

Avec :

-**Jean-François Garcia**, correspondant pour TF1

-**Véronique Gaglione**, correspondante pour France 2

-**Gwenaëlle Moulins**, correspondante pour *La Croix*

-**Bernard Delran**, membre du Conseil économique et social Languedoc-Roussillon

Laurence Creusot

Il nous semblait très important de permettre à nos consœurs et confrères qui vivent en région de témoigner de la place qu'ils occupent, ou qu'on leur laisse occuper dans la couverture de cette campagne présidentielle, qui est une campagne traditionnellement « trustée » par les rédactions parisiennes et les spécialistes de la politique.

Je cède la parole à Marguerite Cros, coordinatrice pour l'académie de Montpellier du Clemi. Elle est entourée de Bernard Delran, président de la commission Communication au Conseil Economique et Social, et de journalistes du Languedoc-Roussillon : Gwenaëlle Moulins, correspondante pour *La Croix*, Véronique Gaglione, du bureau de France 2, et Jean-François Garcia, responsable du bureau de TF1 ici à Montpellier. On excuse Jacky Vilacèque du *Midi Libre* qui hier soir nous a dit qu'il ne pouvait participer à cette table ronde parce qu'il devait partir à « la capitale ».

Marguerite Cros

Partir à la capitale, voilà une transition qui nous va comme un gant, parce que nous, nous ne partons pas à la capitale, que nous soyons les citoyens de cette salle ou les journalistes-citoyens qui sont à mes côtés. Il nous semble intéressant de réfléchir et de regarder ensemble quelles sont les pratiques des journalistes régionaux pendant cette campagne électorale, quels liens les lient à leur rédaction, car ils sont tous correspondants de grands médias nationaux. Comment peuvent-ils intervenir et faire leur travail ?

Ce qui m'a frappée lors de la précédente table ronde et de ce tour d'horizon des « nouvelles mises en images », c'est qu'on a toujours l'impression que cette campagne est très parisienne. Est-ce que les journalistes que vous êtes, dans cette région, trouvent leur place dans cette campagne électorale, et comment, concrètement, la trouvez-vous ?

Jean-François Garcia

La question est vraiment intéressante parce que nous essayons d'occuper une certaine place. Je suis le correspondant régional de TF1 en Languedoc-Roussillon, ce qui veut dire que nous avons à suivre l'actualité dans tous les domaines entre le Petit Rhône et la frontière espagnole, au nord jusqu'à Mende.

Je n'ai pas assisté au débat précédent, j'étais en plein montage pour envoyer un sujet pour le 13 heures de TF1 et pour qu'il soit utilisé par LCI, à propos d'un maire qui vient de mettre aux enchères – c'est le deuxième en France – sa signature de parrainage pour les candidats à l'élection présidentielle. Je disais en démarrant qu'on essaie d'occuper une place. Pour TF1, depuis l'arrivée de Robert Namias qui est directeur de la rédaction, il y a plusieurs années, n'ont subsisté au sein de la rédaction que deux gros services « à l'ancienne » : le service politique et le service des sports. Et concernant la présidentielle, un mois ou deux avant le début des hostilités, des équipes ont été désignées pour suivre chaque candidat. Par exemple Bayrou a une équipe dédiée, Ségolène Royal

également, etc. Et puis restent les petits candidats dont on parle très peu. Alors, chaque fois qu'on nous le demande ou chaque fois que notre proposition de suivre un candidat est acceptée, nous suivons le candidat, et on s'est aperçus d'une chose – ce n'est pas la première fois – c'est qu'en fait on nous laissait les miettes.

J'ai suivi plusieurs élections présidentielles pour TF1. Chaque candidat a son équipe dédiée, et nous qu'est-ce qu'on nous demande ? Une fois c'était Sarkozy, une autre fois Ségolène Royal, on les a tous suivis, ils nous y envoient sans difficulté, mais on s'est aperçu que ce jour-là, soit à Perpignan, soit à Montpellier, soit ailleurs, ils n'avaient pas grand-chose à dire sinon ressasser ce qu'ils avaient dit la veille ou l'avant-veille. C'est-à-dire qu'on nous envoie suivre un candidat ou une candidate quand on se dit à Paris – ce n'est pas une critique, c'est simplement un constat pour l'instant – : « Vous y allez, et puis vous faites un sujet ». Mais on ne fait pas de sujet. On envoie ce qu'on appelle dans notre jargon un off, trente-cinq secondes d'image, au mieux, pour entrer dans un journal de campagne, trente-cinq secondes plus une interview. Donc, on est là un peu pour servir le service politique à Paris, et comme tout le monde, on suit les candidats s'ils se baladent dans la rue, on plante une caméra devant la tribune s'il y a un meeting, on enregistre, on retient la petite phrase et puis on « balance », et nous ne sommes alors plus maîtres de ce que nous envoyons, ils font ce qu'ils veulent des images et des interviews que nous envoyons. On est donc en deuxième ligne, pas en première.

Marguerite Cros

En deuxième ligne, est-ce que c'est le même cas, Véronique, pour France 2 ?

Véronique Gaglione

Je dirais que nous sommes en troisième ligne ! Il y évidemment beaucoup de points communs avec ce que disait Jean-François, donc je ne vais pas redire la même chose. Nous sommes un peu les alter ego, c'est-à-dire que nous sommes pour France 2 les correspondants pour la même zone régionale que Jean-François. Chez nous aussi, le service politique a été énormément renforcé : officiellement il a recruté cinq personnes supplémentaires dans les autres services. Cinq personnes en plus, je dirais que c'est un doublement d'effectif, car il y a à peu près cinq personnes qui sont sur le terrain d'ordinaire. Ils occupent donc tout le terrain, et quand je dis que nous sommes en troisième ligne, c'est que nous sommes très peu présents aux meetings politiques. Sarkozy à Perpignan, on ne nous a même pas demandé d'y aller, et quand nous-mêmes nous préoccupons de savoir sur le calendrier si Sarkozy à Perpignan c'est nous ou quelqu'un d'autre, on nous dit : « Ah oui, on avait oublié de vous le dire, il y a déjà quelqu'un de prévu ». Donc on ne nous tient même pas au courant de ce que le service politique a préparé. On est donc très peu présents. En 2002, c'était la même chose : avant l'élection, on ne compte pas du tout sur nous, correspondants régionaux. On compte sur nous pour faire le bon vieux sujet abstention, les gens à la pêche, le folklore en région, le premier tour. On compte sur nous entre les deux tours pour dire « Oh là là, chez vous à Arles ils ont beaucoup voté Front national ! » et en fonction des résultats du premier tour on comptera sur nous pour aller courir dans telle ou telle ville qui a voté beaucoup FN ou autre – ça sera peut-être Bayrou cette année. En général on est assez étiqueté « extrême droite » dans la région, donc on va encore compter sur nous là-dessus je pense, et puis on fera aussi évidemment le deuxième tour, peut-être aussi avec des sujets comme le dépouillement, les assesseurs, tous ces trucs-là.

Donc c'est vraiment du troisième rang. Ça n'enlève rien au travail de la rédaction sur la représentation des régions, ce n'est pas parce que ce n'est pas le correspondant régional qui fait le travail qu'on ne va pas voir en région. C'est vrai qu'ils ont fait un gros travail – je devrais dire « on a fait un gros travail », mais on n'y est pas associés – à la rédaction parisienne pour établir des vraies thématiques autour de la campagne. Ça s'est traduit par des portraits de France tous les mardis, très longs, qui font quatre à cinq minutes, ce qui est énorme pour le journal, et qui passent au crible l'évolution de la société sur les dix-douze dernières années, en tout cas c'est le but qu'ils se sont fixés, à travers le boom de l'intérim, les seniors, l'Islam en France, etc., enfin tous les thèmes qu'ils

ont pu répertorier, et ces sujets-là ils les tournent en région. Donc les régions sont présentes à travers des portraits de gens lambda. Là on n'est plus dans l'institutionnel, dans la politique, mais nous n'y sommes pas associés.

Marguerite Cros

On reviendra tout à l'heure sur les sujets. On l'a bien entendu : certains sont des supplétifs dans cette campagne, d'autres sont cachés derrière.

Je crois que pour vous, Gwenaëlle Moulines, c'est très différent.

Gwenaëlle Moulines

Oui en effet, par rapport à mes collègues, j'ai envie de dire que – *La Croix* va encore afficher sa différence – je suis une correspondante heureuse, même si je couvre la région Languedoc-Roussillon sur tous les sujets. Avant de venir ici, je me suis dit : « C'est vrai, en fait, quel est mon rôle en région pour l'élection présidentielle ? » J'avais un peu de mal à trouver, et je suis allée voir mon chef de service en lui posant la question. Il m'a répondu par une phrase très courte : « Aucun et tous à la fois ! » Quand on a la réponse, on se demande ce que ça veut dire véritablement derrière. En fait cette phrase parle d'elle-même. Nous avons aussi des journalistes qui sont spécialisés : une personne qui suit le PS, une qui suit l'UMP, une qui suit le Front national, etc. C'est comme partout ailleurs, sauf que ça ne m'empêche en rien d'avoir une part active dans l'élection présidentielle.

Concrètement, ça signifie qu'une semaine après cette petite discussion avec mon chef de service, il m'a dit « Je t'attends au tournant maintenant, puisque tu veux participer, pas de souci ! » Il m'appelle un mercredi à 14 heures et me demande pour vendredi midi un papier sur François Bayrou – à l'époque il n'était pas encore à 20-24%, un premier sondage disait qu'il était à 17% – un papier d'ouverture. Oui, mais quoi ? « Fais-nous quelque chose dans ta région ! ». Oui, mais quoi ? « Débrouille-toi, trouve quelque chose qui serait intéressant ! » Bon, très bien. Donc au début ça paraît titanesque, et en fait très rapidement j'ai déterminé que je ne prendrais absolument pas des gens qui étaient encartés, que je ne voulais que des gens qui étaient soit de droite, soit de gauche à l'origine, en tout cas qui avaient cette culture-là, et qui, pour la première fois avaient décidé de voter centriste – ou en tout cas François Bayrou – et de les interroger sur la raison de ce choix. Je trouvais ça intéressant parce que je l'ai aussi raccroché à la région. C'était intéressant de faire ça en région parce que François Bayrou, on avait l'impression que c'était un phénomène très parisien ou en tout cas de « bobo parisien ». Donc je trouvais intéressant de se dire « est-ce que finalement en région, ça prend aussi ? » et de se dire qu'ici on n'est pas franchement une terre de centrisme – on a plutôt tendance à verser dans tout ce qui est extrême, terre de gauche depuis très longtemps, et, on le rappelait tout à l'heure, qui a tendance à voter extrême droite –, et de se demander « est-ce qu'ici aussi ça prend ? »

Donc j'ai eu une part extrêmement active de ce point de vue-là. Le papier aurait pu être fait par le correspondant à Lyon, le correspondant à Strasbourg, le journaliste à Paris. C'est une marque de confiance énorme : ça veut dire que j'ai exactement le même rôle que mes collègues à Paris. Tout à l'heure Jean-François parlait de miettes, nous en fait le gâteau, on se le partage, il n'a pas de miettes. Il y a un gâteau et on essaie de se le partager de façon active.

Donc de ce point de vue-là, eux peuvent me demander des sujet, et moi je peux aussi leur en proposer.

Marguerite Cros

Vous suivez donc de loin les candidats pour un certain nombre d'entre vous. On a vu des images de Jean-François à Perpignan par exemple, avec Nicolas Sarkozy sur le pont de Millau, nous t'avons vu à la télé donc tu y étais ! J'ai une question qui rejoint celle de mon collègue Bernard Dauphiné [*cf. table ronde précédente*] : on a un petit candidat dans notre région : José Bové !

Gwenaëlle Moulins

Ah, je pensais à plus « petit » : Schivardi.

Jean-François Garcia

Concernant Schivardi, avant-hier le bureau de TF1 à Toulouse a envoyé une équipe pour faire remonter quelques images et une interview de lui affirmant qu'il avait les 500 signatures. Quant à José Bové, on l'a même suivi en prison, on ne l'a pas lâché. Sans les bureaux régionaux des télé, José Bové ne serait peut-être pas là de sa notoriété. Il s'est fait connaître grâce à nous. Le Mc Do, c'est nous qui l'avons filmé – Véronique, c'est pareil –, la prison c'est nous, le tracteur c'est nous. Jusqu'à ses récentes déclarations et son contre-salon. Pour la présidentielle, sur le suivi des équipes, nous sommes en troisième ligne – j'en conviens, nous ne sommes pas en deuxième ligne – mais pour le reste, je crois que nous sommes en première ligne. C'est ça qu'il faut comprendre, et même du point de vue politique, Bové c'est nous. Après, évidemment les équipes parisiennes ont toutes voulu descendre pour bouffer du fromage, caresser les brebis, ça plaît, ça ! Mais le premier travail a été effectué par des équipes régionales, pas dédiées à la politique, mais qui suivent tout : les faits divers et tout le reste. Là, on était en première ligne.

Gwenaëlle Moulins

Je rebondis sur ça, car là encore nous avons un traitement radicalement différent. Tu disais que José Bové est très aimé par la télé, moi jusqu'ici je n'ai fait aucun papier sur José Bové, aucun ! Ca ne veut pas dire qu'on ne l'a pas traité dans le journal, mais moi en tout cas j'ai estimé ne pas avoir un angle intéressant. A priori je ne vois pas ce que je peux apporter comme valeur ajoutée ici en région sur José Bové. Quant à Schivardi, j'avais proposé de faire son portrait. On s'est tatés, et finalement le service politique a fait un truc qui me paraît mieux et plus intelligent – ce n'est pas moi qui l'ai traité – c'est le journaliste qui s'occupe de tout ce qui est gauche et extrême gauche qui a fait un papier ce matin sur la manière dont ce « petit » candidat a réussi à obtenir ses 500 signatures, alors que d'autres qui paraissent plus importants n'y arrivent pas.

Sur cet aspect, je n'ai rien à dire d'un point de vue régional, je n'ai pas de valeur ajoutée. Que ce soit fait par Paris ou par moi, a priori, ça ne change pas fondamentalement les choses.

Marguerite Cros

A l'heure où l'on court beaucoup, Benoit l'a rappelé tout à l'heure, après les « vraies gens », vous êtes, vous, en contact permanent avec les « vraies gens » et les « vrais sujets ». Quels sont les sujets qui vous paraissent ne pas être traités dans la campagne aujourd'hui et qui seraient des sujets intéressants, qui parleraient de notre région, qui mettraient en lumière des éléments concrets de cette région, qui pourraient participer au débat politique ? Quels sont les sujets que vous voudriez traiter ?

Véronique Gaglione

Je rejoins un peu Jean-François, on est tellement en amont qu'au moment où la campagne est officielle, ça ne veut plus rien dire. La précarité, on l'a déjà traitée tellement de fois, le monde de la viticulture en crise, tout ce qu'on peut traiter dans notre région, on l'a déjà traité. Ca serait un peu artificiel de dire que dans le mois qui précède l'élection il faut absolument tout mettre. On sait même que matériellement, ça ne serait pas possible, que chaque région refasse un concentré du travail qu'elle fait tout au long de l'année. On a beau avoir souvent les miettes au dernier moment, c'est de bonne guerre : on a tout le reste toute l'année, et on essaie de faire au mieux tout le reste du temps. On n'a pas un sujet dont on se dit qu'il n'a pas été refait, parce qu'on n'a pas une spécificité dans la région, parce que tous les grands thèmes de la campagne peuvent être traités ailleurs, alors pourquoi chez nous ?

Jean-François Garcia

Comme le dit Véronique, on a tout traité. Vous allez voir les viticulteurs, ils vous disent qu'on ne parle pas suffisamment de la viticulture. Hier, par rapport à l'élection présidentielle, dans ce village des Pyrénées-Orientales, ils nous ont dit : « Et l'économie de montagne ? ». On est toujours en deuxième ou troisième ligne, lorsqu'une candidate ou un candidat dit qu'il faudrait changer les choses dans le domaine de l'agriculture, pour TF1 il y a vingt bureaux comme le mien, ils en choisissent un et demandent « Est-ce que tu pourrais illustrer les propos de Monsieur ou de Madame Untel chez toi ? » On ne fait guère plus, et la décision ne dépend pas de nous. On ne prend pas de décision à ce niveau-là. Ils nous demandent d'illustrer les propos d'un candidat ou d'une candidate à la présidentielle, et voilà, on illustre, on dit « La viticulture ça marche comme ça, voilà où sont les problèmes ! » Point barre.

Gwenaëlle Moulins

Tu parlais de spécificité, nous ce n'est pas trop comme cela qu'on réfléchit. On parle plutôt en terme d'exemplarité, parce que je ne sais pas s'il y a véritablement quelque chose de spécifique à la région. En plus, je suis désolée de le dire s'il y en a dans la salle, mais on n'a pas de cadavre politique, on n'a pas de ministre qui ferait que tout d'un coup cette région serait hyper-intéressante au niveau national.

On réfléchit donc plus en terme d'exemplarité. Deux choses qui ont été mises en place et qui me semblent intéressantes, une où on nous demande et une où on propose. On a lancé le mardi une série de dix cahiers, qui sont justement sur des thèmes de campagne. On a eu la création et le partage des richesses, comment vivre mieux en ville, l'éducation, l'Europe, etc. Il y a un journaliste par cahier qui pilote ça à Paris. J'ai participé au cahier sur le partage des richesses, et ils m'ont demandé de trouver dans ma région une entreprise qui fait des bénéfices – dans la région, ce n'est pas ce qu'il y a de plus facile – et qui en plus les partage avec ses salariés, sous diverses formes, participation, actionnariat, etc.

Récemment, on voulait faire un truc sur l'Europe et la promotion des langues. Je suis allée faire un petit papier rapide sur le concept de DeutschMobil – je pense que les enseignants ici présents savent de quoi je parle – c'est le fait qu'il y ait une enseignante allemande mais qui parle français qui aille dans les classes pour essayer de promouvoir l'allemand et faire en sorte que les élèves prennent cette option-là.

Donc il y a ce cahier où on peut proposer des choses, et on a lancé – c'est tout petit et ça figure en bas de page –, une rubrique qui s'appelle « Loin des états-majors », le nom est révélateur et est assez bien trouvé. Chaque jour on nous demande de trouver quelque chose en politique régionale qui pourrait avoir un sens au niveau national. Ça peut être, je l'ai fait récemment, le parachutage mal vécu d'un candidat parisien dans les Pyrénées-Orientales pour la 4ème circonscription, où le maire d'Argelès, M. Aylagasse ne peut pas se présenter en raison de la règle érigée par les socialistes et qui veut que dès qu'une circonscription se libère, elle est pour un jeune, une femme, ou un représentant d'une minorité. C'est donc un exemple d'un parachutage qui est très mal vécu.

Beaucoup plus comme un clin d'œil, j'avais fait quelque chose sur le fait que Hélène Mandroux et Jacques Domergue, qui sont tous les deux pour l'instant candidats à la mairie de Montpellier, ont changé de look, ont pris des agences de com' ; je trouvais que c'était un phénomène très parisien qui commence à débarquer en région.

Prochainement, je pense faire un sujet sur la rivalité à la mairie de Nîmes entre le maire et l'adjoint, l'un UMP, l'autre UDF, et forcément l'UDF se sentant en ce moment pousser des ailes, il se verrait bien devenir calife à la place du calife.

Voilà, ça concerne tout ce qui peut se passer ici, je trouve que c'est un écho de ce qui se passe en région et qui a aussi un écho au niveau national. Ce qui est intéressant pour nous, c'est d'intéresser les Bretons, les Nordistes, les Alsaciens... c'est surtout ça en fait.

Marguerite Cros

Bernard Delran, vu de votre lucarne, qui est celle du Conseil économique et social, en votre qualité de socio-professionnel, que vous attendriez-vous à voir traité, et qui n'est pas traité ?

Bernard Delran

Je voudrais tout d'abord dire, en jouant les candides, que j'ai l'impression que le sujet que nous traitons aujourd'hui est : « A quoi sert un correspondant de presse d'un média national ? » Et quand j'entends les deux premières réponses des représentants de France 2 et de TF1, je suis très inquiet car ils disent qu'ils ne servent à rien ! C'est une grande frustration. Et puis, heureusement vous êtes là, Gwenaëlle, et vous nous dites que vous servez à quelque chose, que vous avez tout pouvoir dans le journal *La Croix*, et ça me rassure, pour traiter, à partir de la région, de l'impact d'événements nationaux – on parle bien d'événements nationaux puisqu'il s'agit d'échéances électorales – et de le traiter avec des répercussions qui ont un aspect régional. Et ce que vous avez dit me plaît beaucoup, parce que vous dites effectivement qu'il ne suffit d'aller filmer le résultat des élections pour savoir pourquoi dans telle ville on a voté Front national, ça se situe en aval, il vaut mieux aller filmer et interviewer en amont et se poser déjà les bonnes questions dans une enquête de fond qui peut avoir une répercussion nationale. Au fond c'est une question de personnalité, d'individu – ça prouve que l'individu existe encore – et ça rassure. Le blog n'a pas encore tout éliminé. A propos des blogs, je n'étais pas d'accord avec ce que vous disiez, parce que les blogs ont eu des impacts importants, notamment pour Ségolène Royal, concernant les enseignants, et il y a eu également des conséquences pour Alain Duhamel.

Je reviens à mon propos, en tant que représentant du Conseil économique et social, socio-professionnel – je salue d'ailleurs ses représentants et son président, Jean-Claude Bousquet – ce que vous devriez traiter, vous correspondants de presse de médias nationaux, ce sont des sujets soit économiques soit sociaux, qui pourraient avoir des répercussions au niveau national. Seulement voilà – et ça rejoint ce que vous venez de dire – lorsqu'on est en Midi-Pyrénées, on peut parler d'Airbus. Ici, de quoi peut-on parler ? Lorsqu'il y a eu le problème des mal-logés, on n'en a pas eu ici à Montpellier, donc c'est assez frustrant, et c'est un problème qui est récurrent dans notre région, de se positionner par rapport au national quand on est correspondant régional, et qu'on a des sujets qui sont difficiles à faire passer. Alors je crois qu'il faut faire preuve d'imagination, d'invention, et je crois qu'on arrivera – en dehors du manque de personnalités politiques – à faire parler de cette région au bon sens du terme, et non pas seulement dans des chroniques « Collectivités territoriales » où de temps en temps on trace l'image, le profil, le paysage de telle ou telle ville.

Véronique Gaglione

C'est vrai que la grosse différence, en tant que correspondant télé, c'est que s'il se passe quoi que soit, nous, nous sommes sur l'actu, ce qu'on ne va pas te demander à toi, Gwenaëlle.

Nos thèmes sont les mêmes que dans *La Croix*, mais sur ce genre de tournage long, qui fera cinq minutes à l'antenne, ils ne veulent pas vider le bureau pendant tout ce temps-là et se priver de la possibilité de nous garder disponibles sur des actualités où ils veulent des images. C'est pour cela qu'on ne peut pas travailler de la même façon.

Jean-François Garcia

Je voulais répondre à Bernard : c'est vrai que pendant l'élection présidentielle, on ne parle pas beaucoup de ce qui se passe ici. Mais en dehors de l'élection, je regarde France 2, on ne fait que ça ! Indépendamment de l'actualité très chaude – événement, faits divers, etc. – on va suivre ce qui se fait de mieux dans les entreprises, dans l'agriculture. Il y a eu des problèmes avec les SDF : il n'y avait pas assez de tentes. On a proposé, mais ils n'ont pas voulu, parce qu'ailleurs c'était beaucoup plus spectaculaire. Nous ne faisons que ça : parler de la région. Personnellement, j'y tiens. Je suis un peu narcissique, j'aime bien être à l'antenne. Mais plus que moi, c'est la région qui est à l'antenne. On ne donne pas de la région une image ringarde, pas du tout ! Plus il y a de choses intéressantes

qui se passent dans cette région, plus nous en parlerons.

Le problème concernant la présidentielle, c'est que, du point de vue politique, il faut bien se dire que les grandes rédactions sont « parisianistes », et il ne faut pas oublier qu'il y a une certaine responsabilité des politiques de cette région. S'ils ne sont pas terribles, ce n'est pas de ma faute ! S'ils ont des carrières un peu « mouligasses », ce n'est pas de ma faute ! Moi ce que j'ai ressenti après pas mal d'années d'expérience, c'est qu'il y a deux autres régions qui sont traitées comme la nôtre : la région PACA et la Corse. Ils nous prennent un peu pour des clowns ! Du point de vue politique, on est des caricatures. Et on y va fort à chaque fois ! Donc l'exemplarité, pour la trouver, il faut vraiment la chercher.

Marguerite Cros

Sur cette critique forte du personnel politique de notre région – que nous élisons, je le rappelle -, peut-être qu'il y a un certain nombre de questions économiques et sociales qui concernent cette région, que vous suivez mais dont on n'entend plus du tout parler. Je pense à Weill, c'est une lutte que vous avez suivie les uns et les autres, qui pourrait très bien prendre une dimension nationale et entrer dans un débat national, car les questions qui sont posées là le sont à l'ensemble des citoyens. Alors comment expliquer que ce genre de thématique n'émerge pas ?

Jean-François Garcia

Weill et les problèmes du bassin alsacien, nous les avons tous traités, et pas au compte-gouttes. On a fait beaucoup de sujets, on aurait pu en faire plus, mais un journal ça ne dure que trente minutes, et on ne peut pas parler que de ça. Le problème, c'est qu'une fois qu'on en a parlé une semaine... ça n'a pas l'ampleur d'Airbus. On est toujours dans ce rapport de taille critique : si on est tout petit, on est dehors – en tout cas pour les grands médias – et si on est très gros, si on concerne beaucoup de monde, ça a un lien non seulement avec les problèmes fondamentaux dont on parle pendant la campagne présidentielle, mais il y a aussi l'audience. Si vous parlez d'une entreprise qui concerne 15000 ou 30000 personnes, c'est peut-être plus d'intéressant d'y aller que dans une entreprise qui concerne 500 ou 1000 personnes. C'est dramatique, mais c'est comme ça.

Bernard Delran

Il y a quand même un exemple ici, c'est la viticulture. Il y a tout de même la pétition qui est partie du Salon de l'agriculture et qui a été très bien relayée, et là les correspondants de presse ont parfaitement joué leur rôle, avec l'impact au niveau national. Mais, mis à part la viticulture, on a du mal à trouver des sujets qui puissent être relayés au niveau national.

Gwenaëlle Moulins

Concernant la viticulture, qui est un sujet que j'ai découvert il y a 3 ans en arrivant ici, il y a 1907 à célébrer, et pour l'instant je n'ai encore rien fait parce que je ne sais pas quoi faire. Une fois que vous avez fait une série de portraits de viticulteurs qui dans la France entière proposent des solutions, une fois que vous avez fait les actions violentes du CRAV – j'ai eu la chance de rencontrer des membres du CRAV –, une fois que vous avez traité la différence entre les caves coopératives et les indépendantes... J'avoue, quand vous avez fait dix sujets... Alors 1907, on fait quoi ? Cent ans après c'est toujours la crise ? Les raisons de la crise ? On l'a déjà fait douze milliards de fois ! Ça ne veut pas dire qu'il ne faut pas traiter le sujet, il faut simplement se demander comment le traiter. Par exemple, la pétition, je n'en ai pas parlé, car une fois que vous avez dit que tout le monde se mobilise, que les politiques disent que la viticulture se casse la figure, très bien, mais quoi ?

Si quelqu'un me dit – que ce soit un viticulteur, un homme politique, un économiste – : « Voilà, j'ai fait un travail hyper sérieux, j'ai dix propositions pour le gouvernement », alors là, on y va. Mais moi, je ne l'ai pas encore trouvé. Bien évidemment il ne s'agit pas de se renvoyer la balle en disant : « Si vous ne faites pas votre travail, moi je ne fais pas le mien ! » Mon travail, c'est aussi d'aller chercher ce viticulteur qui est dans son coin et a plein de choses à dire.

On parlait de complémentarité : Quand Véronique ou Jean-François vont traiter les meetings et autres, c'est parce que eux les traitent que moi je ne le fais pas. S'ils ne faisaient pas ce travail-là, quelque part je serais obligée de le faire. Je me sens beaucoup plus en complémentarité sur cela.

Par ailleurs, c'est vrai que cette région a un déficit d'image important, il faut le dire. Quand je suis arrivée dans la région, on m'a dit : « Cocotte, n' imagine pas grand-chose, tu feras un ou deux sujets par mois, pas plus ». Il se trouve qu'aujourd'hui j'arrive à en vivre tout ce qu'il a de plus correctement, je fais six à douze sujets par mois. On m'avait dit que, coincée entre Marseille et Toulouse, Montpellier, c'est les étudiants, les viticulteurs, Georges Frêche, mais bon, ça s'arrête là.

Jean-François Garcia

Pour souligner ce paradoxe, nous, quand le bureau a démarré en 1992, on partait pour faire six ou sept reportages par mois, et on en est à vingt.

Véronique Gaglione

C'est pareil pour France 2 : le bureau a été créé il y a dix ans, et on nous avait dit qu'il y avait Toulouse, Marseille, et qu'a priori on n'avait besoin de personne. Mais on sait très bien que lorsqu'on ouvre un bureau, ça crée une offre, il y a des propositions de sujets. Mais à l'origine, il n'y avait pas urgence, c'est l'un des derniers bureaux qui a été créé en France, ce qui veut dire qu'au niveau de la France entière, il n'y avait pas de nécessité à avoir un bureau ici.

Marguerite Cros

Quand on vous entend parler, on a l'impression que s'ajoute au discrédit jeté sur votre profession, celui jeté sur les politiques – le baromètre du moral des journalistes qui a été fait à l'occasion des Assises du journalisme à Lille insiste sur ce point – ainsi que le « manque de moral » des journalistes notamment en région. Concernant ce baromètre, Jean-Marie Charon, qui en avez fait une analyse précise disponible en ligne, pourriez-vous nous en dire un mot ?

Jean-Marie Charon

Ce baromètre a été constitué à partir d'un questionnaire proposé à un échantillon représentatif de la profession, un peu plus de quatre cents journalistes tirés au hasard, avec quelques quotas sur la carte de presse. Au départ on a été un peu balancés dans les résultats. Sur les questions : « Est-ce que vous êtes heureux ? Est-ce que vous êtes libres ? Est-ce que vous travaillez bien ? », les résultats étaient plutôt positifs. Ensuite, on demandait si la profession avait évolué correctement dans sa manière de travailler, et là il y a un basculement : plus de 60% des journalistes disent qu'elle n'a pas bien évolué. Puis, on interroge les journalistes sur la déontologie, etc., et là il faut entrer dans les détails, car on s'aperçoit que selon les formes de journalisme, ou les endroits où on pratique le journalisme, on aura un regard plus ou moins inquiet. J'ai regardé ce sondage en fonction des rapports entre la hiérarchie et la base, selon les types de médias et la question des pigistes, et ce qui a été frappant, c'est que l'image plutôt satisfaite ou l'inquiétude sur les évolutions se renforce dans certaines formes de médias. Par exemple, les journalistes de presse magazine, qui est un média puissant – en général la presse magazine est assez concentrée et plutôt prospère – sont parmi les plus pessimiste quant à l'évolution de leur média. C'est là qu'ils sont le plus nombreux à vouloir quitter la profession. C'est une des observations qui nous a beaucoup frappés : il y a en gros un journaliste sur trois qui dit être prêt à quitter cette profession. Et lorsqu'on est dans la presse magazine, on arrive à plus de 40%. Lorsqu'on est pigiste, on arrive à plus de 40%. On voit donc apparaître des préoccupations qui sont souvent d'ordre économique et liées aux structures. Par exemple, les questions de concentration sont fortement mises en évidence, les questions de pression économique, d'impact, d'audience, etc., sont fortement exprimées.

Puis on a demandé aux journalistes d'évaluer les défauts et les qualités de leur profession. J'ai alors eu l'impression d'une espèce de décalage entre la manière dont la société se représente le rôle des journalistes et celle dont les journalistes se représentent leur métier. Les qualités principales citées

par les journalistes étaient la curiosité et l'honnêteté – tant mieux. Mais tout en bout de liste, on a : le recul, la culture et le fait d'être irrévérencieux. Or il me semble, même si on n'a pas ce sondage sous la main, que ce sont ces trois dernières qualités qu'on verrait en tête.

Marguerite Cros

Merci beaucoup, cela éclaire différemment les propos qui se sont tenus à cette table. On va prendre quelques questions que vous voudriez poser.

Jean-Marie Charon

Une remarque par rapport à ce que vous avez dit [Gwenaëlle Moulins]. Vous dites : « On a déjà traité ça ! » Pour vous c'est une évidence. Pour le téléspectateur, est-ce que c'est une évidence ? Vous dites par exemple que, dans la campagne, le problème de la viticulture, on en a déjà parlé : les candidats n'en parlent pas énormément, ils ne sont pas extrêmement loquaces sur ce problème. Pourquoi ne serait-ce pas l'occasion d'y revenir, d'insister, de les interpeller ? Là aussi, je crois qu'il y a une différence de regard entre le public et vous-même sur la façon de traiter les sujets.

Gwenaëlle Moulins

Soyons clairs : je ne dis pas qu'il ne faut pas en parler. Je m'interroge surtout sur la façon d'en parler. Je ne dis pas qu'il ne faut pas parler de la viticulture, vu le nombre de personnes concernées et la paupérisation des gens dans cette activité, c'est évident que c'est au cœur de notre région. La question est de se demander comment rappeler les fondamentaux tout en faisant avancer le débat, et après, comment parler du sujet. Quand je parle par exemple de 1907 à ma rédaction, on me répond : « Ah oui d'accord, très bien ! Mais pas un truc uniquement Languedoc-Roussillon ». D'accord, mais 1907, c'est le Midi rouge, ce n'est pas l'Ouest rouge, je suis désolée... Ils me disent : « Nous sommes un média national, donc on fait un truc sur la viticulture au niveau national ». Ce qui signifie que je suis amenée à me demander ce que je pourrais proposer, ou ma collègue de Bordeaux, ou de Côte d'Or, avec une problématique qu'on pourrait soulever partout.

La question n'est donc pas « Est-ce qu'il faut traiter le sujet , » mais « Comment on le traite ? » C'est en tout cas la question qu'on a au sein de la rédaction.

Véronique Gaglione

C'est vrai qu'on aurait envie d'entendre les politiques, mais peut-être pas en refaisant un énième sujet sur les difficultés, mais effectivement en leur mettant sous le nez et en leur demandant une réponse. Pourtant, on a vu qu'il y avait de plus en plus d'émissions avec des gens dans le public, et c'est à eux de poser les questions aussi, et ils n'y arrivent pas tellement.

Marguerite Cros

Il y a même des citoyens panélisés de notre région qui se retrouvent sur des plateaux d'antennes nationales, je pense à un chef d'établissement que nous connaissons bien...

Laurence Creusot

Pour rebondir sur ces « vraies gens » qui posent des questions, qu'est-ce que vous en pensez, vous, en tant que journalistes ? Est-ce que c'est la négation du métier, voir ce pauvre Poivre d'Arvor passer les plats au lieu de poser des questions ? Est-ce que ces nouvelles émissions, qui font paraître-il, énormément d'audience, sont vraiment l'avenir du débat politique dans notre pays ? Est-ce que notre boulot, qui est de poser des questions, d'avoir ce rôle de médiateur entre la population et les candidats, n'est pas complètement nié, ne disparaît-il pas ?

Jean-François Garcia

Mon sentiment personnel en tant que citoyen, c'est que ça fait du bien au journaliste, parce qu'on a assisté à tellement de débats entre des hommes et femmes politiques et des spécialistes de la politique qui leur posaient toujours les mêmes questions... Je suis téléspectateur moi aussi, et je

pense que ça fait du bien aux journalistes, et ça nous pousse à réfléchir sur notre place dans la société et sur ce que sont les médias aujourd'hui, sur ce qu'on fait. C'est le cœur de notre métier qui est au centre de ce débat à partir de l'émergence de ces paroles. Il faut bien dire que ces paroles, lorsqu'elles ne sont pas théâtralisées, dans toutes les émissions, comme celles de Poivre ou d'Arlette Chabot où la moitié des questions est posée par M. ou Mme Untel, avec des spécialistes à côté, ça nourrit notre débat. On parlait tout à l'heure des journalistes inquiets ou malheureux, ça peut donner du grain à moudre à notre questionnement.

Laurence Creusot

Il faut savoir qu'à France 3, par exemple, on demande aux bureaux régionaux d'information de trouver les gens qui sont incités à poser des questions, et qui sont alors des référents, des gens importants. Alors qu'à TF1, ce sont des panels réalisés comme pour les sondages : on prend un échantillon de la population. Cette parenthèse pour dire que dans certaines rédactions régionales, on a aussi cette mission d'aller chercher les vraies gens pour les porter à l'écran.

Bernard Delran.

Juste une observation : j'ai l'impression en vous écoutant que dans cette région on a des vraies gens, de vrais sujets, mais on n'a pas de vrais politique, c'est ça ?

Non identifié

Une autre vraie question : Est-ce qu'on a de vrais journalistes ? Est-ce qu'on a besoin d'écoles de journalisme ? Est-ce que la région n'est pas le prolongement du système national dans lequel on va simplement alimenter l'information commune et édulcorée de la pensée unique. Y a-t-il une impertinence régionale particulière qui va apparaître au niveau national ? J'ai toujours l'exemple type que je cite souvent, celui de votre collègue de France 3 dont l'émission passe sur une chaîne nationale et dont on change le commentaire parce que lui parle avec l'accent. C'est arrivé à Jean-Pierre Laval il y a trois ou quatre ans. Moi, son commentaire m'avait bien plu sur France 3, et quand je l'ai revu après, ce n'était plus le même. On prône l'impertinence, c'est voulu pour tout le monde. Je suis comme le professeur de tout à l'heure, je ne regarde plus les informations du 13 heures et du 20 heures. On fait de la communication, de la propagande, mais il n'y a plus d'information. L'information, je vais la chercher ailleurs. Le cataclysme qu'on recherchait relativement à « Bye Bye Belgium », ce serait que les journalistes reviennent, à la place des animateurs, sur TF1, Antenne 2 et les autres, au 13h et au 20h, et disent : « Nous sommes des vrais journalistes, et nous reprenons notre indépendance ! » Je crois que ce serait un cataclysme important qui secouerait la France et le journalisme en général.

Véronique Gaglione

Il y a beaucoup de critiques que nous-mêmes pouvons partager. Il n'y a pas de tabou à ce niveau-là. C'est vrai que c'est tout le système qu'il faudrait faire péter, et il y a du boulot. Je continue quand même à avoir un peu d'espoir car quand on regarde les journaux, que ce soit sur TF1, France 2 ou France 3, il y a de temps en temps – je suis d'accord, ce n'est pas tout le journal –, un reportage qui nous fait croire que ça marche encore et qu'il y a de bonnes idées. Quand je vois qu'on peut piéger en caméra cachée telle ou telle banque avec quelqu'un qui est en contrat précaire, qu'on peut montrer certaines choses – par petites touches, ce n'est pas énorme –, je me dis qu'il y a encore de l'espoir. Et heureusement qu'on le garde, car sinon je pense qu'on rendrait la carte, mais c'est vrai qu'il y a beaucoup de choses à changer. Il y a une sorte de consanguinité qui est terrible dans les rédactions parisiennes. Il faut le voir pour le croire. A la base, ce sont des gens qui font le journal, avec leur petit vécu, leur petit – ou leur grand – appartement dans le 16ème, et qui voient le monde devant leur porte comme vous pouvez le faire. Il y a tout un système à revoir. Ça bouge un peu car il y a des recrutements différents. Il y a maintenant des contrats de professionnalisation, des gens qui n'ont pas fait d'école classique et qui rentrent dans la profession. Ça fait un appel d'air. Ça veut dire que des gens peuvent arriver de banlieue, de n'importe où, avoir la carte, et proposer des

choses. J'ose espérer qu'ils ne vont pas rentrer dans le moule eux aussi, parce que c'est un peu le risque. C'est plus facile de faire des sujets classiques et traditionnels que d'aller gratter là où ça fait mal. Ça prend moins de temps, c'est plus vite à l'antenne. Le danger – c'est dans l'évolution des médias et on ne va pas tarder à s'en rendre compte – en faisant participer tout le monde à la profession, c'est d'avoir à la base un manque de culture générale, ce qui peut être préjudiciable. Parce qu'après, on aura des gens qui n'auront pas beaucoup de recul sur les choses. Cette profession est en train de changer, et j'espère qu'elle continuera de changer.

Gwenaëlle Moulins

Je vais être aussi franche que vous l'avez été : je pense qu'on a les médias qu'on mérite. Si les gens se plaignent de TF1, ce sont eux qui font l'audience. En presse écrite, on a un rôle pédagogique. Si vous voulez être vraiment informés de ce qui se dit dans la campagne, vous avez pléthore de médias qui peuvent vous donner ces informations. Et pourquoi la presse écrite, qui est celle, à mon avis, qui permet de poser le débat et d'avoir une réflexion, se casse-t-elle la gueule ? Parce que vous, nous, les gens ne l'achètent plus et se contentent du « prédigéré ». C'est une question qui nous concerne tous et sur laquelle tout le monde doit s'impliquer.

Deuxième chose : je ne me reconnais pas dans ce que vous racontez, parce que pour moi c'est une image qu'on a aujourd'hui du journaliste, avec forcément une collusion avec le pouvoir, qui voyage, qui n'en fout pas une, qui gagne bien sa vie, etc. Je vous prend en stage pendant une semaine : je vous jure que ça va vous dépayser ! Ce n'est pas du tout le journalisme que je vis aujourd'hui. Je suis toute jeune, ça fait quatre ans que je fais ce métier, et je peux vous dire que tous les jours, je me bats pour que ce métier ressemble à ce que j'ai envie de faire. J'ai quitté des rédactions auparavant, et j'ai eu le courage de le faire, parce que ça ne me correspondait pas : on allait faire des micro-trottoirs, un sujet sur le beau temps, etc., je ne me reconnaissais pas là-dedans et je suis partie. Aujourd'hui je suis à *La Croix*, vous allez me dire que c'est moins bien que RTL, mais je m'en fous. Je fais le travail qui me plaît, j'ai de l'initiative, je peux faire remonter les informations de la région. Tout à l'heure vous vous demandiez à quoi on sert. Mais si nous n'étions pas là, nous tous, je pense que la région, on n'en parlerait pas, ou on en parlerait avec le prisme parisien, et c'est le danger. Au contraire, il faut que nous nous soutenions dans ce qu'on fait, ce qui est une démarche constructive. Quand je suis revenue des Assises du journalisme, j'étais effarée ! Quel espoir me donne-t-on en tant que jeune journaliste de même pas trente ans, avec des gens qui disent qu'ils n'ont plus de pub, qu'ils n'ont plus cela... Mais moi, tous les jours, ce n'est pas ce que je vis : je vais à la rencontre des gens, je bouffe des kilomètres à ne plus savoir qu'en faire, je vais monter à Mur-de-Barrez, qui est à 3h20 de chez moi pour aller faire un sujet sur la culture à Mur-de-Barrez. Je ne me reconnais pas du tout dans cette image qu'on peut donner. Lorsqu'on parle des journalistes aujourd'hui, c'est comme lorsqu'on parle des médecins : il y a une différence entre le chirurgien, l'orthopédiste et le médecin de campagne. Moi je suis plutôt le médecin de campagne !

Benoit Califano

Lorsque Jean-Pierre Laval a été cité comme modèle d'impertinence, on a tous un peu ricané.

Non identifiée

Je voudrais intervenir, avec ma déformation de pédagogue, avec une critique : il me semble que vous manquez d'ambition dans vos propos. Ne pourrait-on pas imaginer que vous réinvestissiez votre travail en devenant des analystes vous aussi ? Autrement dit, à partir des événementiels que vous nous proposez – Marguerite parlait tout à l'heure de Weill – il me semble qu'on peut, à partir de ça, faire des analyses économiques sur l'ultra libéralisme tout aussi intéressantes que dans un cas comme Airbus. Ne pourrait-on pas attendre de vous autre chose que de piéger nos candidats ? Ne pourrait-on pas attendre de vous que vous fournissiez au spectateur et au lecteur des grilles et des propositions d'analyses sur le fond, sur ce qu'est le politique, l'économie aujourd'hui Est-ce que ça ne fait pas partie de votre rôle ?

Véronique Gaglione

Il y a juste une chose, c'est l'image. En télé, on est très vite tributaire de l'image qu'on va mettre. Toutes les analyses politiques, aussi savantes soient-elles, il faut qu'on les illustre. C'est ce qu'on fait, à travers les exemples d'une entreprise. Ça fera une minute trente, et c'est vrai que quelque part, la limite est là aussi. Après, c'est là où les médias sont vraiment complémentaires, vous aurez plus dans un magazine télé, ou dans la presse écrite, mais encore faut-il l'acheter. On ne peut pas demander dans un sujet d'une minute trente en télé plus qu'une illustration. Derrière il y a un vrai problème politique et économique, on ne fait pas le sujet juste comme ça, on essaie toujours d'avoir une trajectoire, une idée, et de la défendre, mais ça reste des sujets très courts avec les impératifs de l'image. On a cette difficulté.